



CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE ROUEN NORMANDIE

PROCEDURE ADAPTEE

Articles 3° R2123-1 et R2123-4 à R2123-7 du Code de la commande publique

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Prestations de services juridiques de représentation (préparation et gestion du contentieux) et des prestations accessoires de conseil juridique pour les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Commun à tous les lots

Sommaire

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE	3
ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	3
1.1 - OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	3
1.2 - ALLOTISSEMENT	4
1.3 - PROCÉDURE ET FORME DU MARCHÉ PUBLIC.....	4
1.4 - MODIFICATIONS AU MARCHÉ PUBLIC ET MARCHES SIMILAIRES	5
1.5 - CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ	5
1.6 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	5
ARTICLE 2 - DURÉE ET DÉLAI D'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
2.1 - DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
2.2 - DÉLAIS D'EXECUTION	5
ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	6
3.1 - OBLIGATIONS D'INFORMATION AU COURS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
3.2 - PRÉVENTION DES RISQUES DE CONFLITS D'INTERETS ET DE CORRUPTION	6
3.3 - AUTRES OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	6
ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 5 – CONDITIONS DE COMMANDE	7
5.1 - DEMANDE DE DEVIS ET ÉMISSION DES COMMANDES.....	7
5.2 - MODIFICATION D'UN BON DE COMMANDE	8
5.3 - ANNULATION D'UN BON DE COMMANDE	8
ARTICLE 6 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	9
6.1 - ÉTENDUE DE LA CÉSSION	9
6.2 - EXPLOITATIONS	9
6.3 - GARANTIE	10
6.4 - RÉMUNÉRATION.....	10
ARTICLE 7 – MESURES D'ORDRE ENVIRONNEMENTALE	11
7.1 - MODALITÉS DE TRANSMISSION DES PIÈCES	11
7.2 - OPTIMISATION DES RESSOURCES	11
7.3 - DÉPLACEMENTS.....	11
ARTICLE 8 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	11
ARTICLE 9 - RESPONSABILITÉ.....	12
9.1 - GARANTIE	12
IL EST FAIT APPLICATION DE L'ARTICLE 30 DU CCAG-PI.	12
9.2 - ACCÈS – CONSIGNES	12
9.3 - ASSURANCES	12
ARTICLE 10 – DÉTERMINATION DU PRIX.....	12
10.1 - CONTENU DES PRIX	12
10.2 - CLAUSE DE RÉVISION DES PRIX	12
ARTICLE 11 - PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE	13
11.1 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DU TITULAIRE.....	13
11.2 - DÉPÔT DE LA FACTURE ÉLECTRONIQUE	13
11.3 - CONDITIONS DE RÈGLEMENT	14
ARTICLE 12 - PÉNALITÉS DE RETARD.....	15
ARTICLE 13 - EXECUTION PAR DÉFAUT.....	15
ARTICLE 14 - RESILIATION	15
ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER.....	16
ARTICLE 16 - COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE.....	16
16.1 - RÉSOLUTION AMIABLE	16
16.2 - RÉSOLUTION CONTENTIEUSE – COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE	17
ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	17

PREAMBULE – PRESENTATION DE LA POLITIQUE ACHAT RESPONSABLE DU GHT ROUEN CŒUR DE SEINE

Les achats publics responsables portent des valeurs fortes, qui font écho aux préoccupations du monde de la santé et notamment à l'ensemble des professionnels : une aspiration croissante à l'hôpital, des professionnels qui militent en faveur de pratiques vertueuses sur le plan environnemental.

Aussi, la politique achat du GHT se décline en objectifs de développement durable à promouvoir dans la réalisation de ses projets d'achat :

- La décarbonation,
- La performance sociale,
- L'innovation,
- L'accès des PME à la commande publique,
- La performance économique et technique.

S'agissant de ses relations avec ses fournisseurs ou potentiels fournisseurs, le CHU de Rouen, pouvoir adjudicateur pour le compte du GHT Rouen Cœur de Seine, s'est engagé dans le parcours national des achats responsables coordonné par la Médiation des entreprises et le Conseil national des achats.

Dans ce contexte, il est signataire de la charte RFAR (Relations Fournisseurs Achats Responsables). Il s'engage ainsi à adopter des pratiques responsables vis-à-vis de ses fournisseurs et invite ses collaborateurs internes et externes à tout mettre en œuvre afin de ne pas contrevenir aux engagements présents dans cette charte.

Afin d'entretenir une relation respectueuse avec l'ensemble des fournisseurs, le CHU de Rouen Normandie s'engage notamment à optimiser les délais de paiement, fluidifier les rapports, gérer les situations de dépendances réciproques et assurer l'éthique de la fonction achat.

Par ailleurs, les parties prenantes aux marchés contractualisés s'engagent mutuellement dans leurs relations avec chacun de leurs interlocuteurs (fournisseurs, sous-traitants, clients, usagers etc..) à tout mettre en œuvre afin de garantir le principe de loyauté des pratiques et ainsi à bannir tout type de comportements allant à l'encontre de ce principe.

A cet effet, pour sa part, le CHU de Rouen Normandie s'est doté d'une charte éthique engageant l'ensemble des acteurs internes de l'établissement concerné par le processus achat ainsi que ses interlocuteurs externes (fournisseurs, sous-traitants).

Pour toute interrogation, des points de contacts sont inscrits au sein du Règlement de Consultation article 5.1.

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE PUBLIC

1.1 - Objet du marché public

La présente consultation a pour objet des **prestations de services juridiques de représentation (préparation et gestion du contentieux) et des prestations accessoires de conseil juridique** pour les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

La présente consultation ne couvre pas les prestations juridiques auxquelles les établissements du GHT pourraient répondre en interne, par le biais de ses agents. Elle ne couvre pas non plus les prestations dont la spécificité nécessiterait qu'elles soient confiées à des cabinets hautement spécialisés.

Les prestations pourront s'exécuter en dehors de la région Normandie, notamment pour les prestations de représentation en justice.

1.2 - Allotissement

Il s'agit d'un marché public alloti, **comprenant 9 lots** :

- Lot n°1 : droit hospitalier, droit de la santé ;
- Lot n°2 : droit de la commande publique et autres contrats publics (hors marchés publics de techniques de l'information et de la communication) ;
- Lot n°3 : droit de la fonction publique, droit du travail et ressources humaines ;
- Lot n°4 : droit pénal ;
- Lot n°5 : droit de la sécurité sociale, finances publiques ;
- Lot n°6 : questions foncières ;
- Lot n°7 : propriété intellectuelle ;
- Lot n°8 : droit du numérique et du système d'information, y compris les marchés publics de techniques de l'information et de la communication ;
- Lot n°9 : commissaire de justice.

1.3 - Procédure et forme du marché public

1.3.1 - Type de marché public

Le marché public est un **accord cadre à bons de commande**.

1.3.2 - Procédure de passation

Le **marché public est passé selon une procédure adaptée**, en application des articles R2123-4 à R2123-7 et R2123-1 3° du Code de la commande publique.

1.3.3 - Forme

Le marché public est un accord cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles et qui est exécuté au moyen de bons de commande.

Conformément à l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum mais **avec un montant maximum HT par lot** réparti comme suit :

- Lot n°1 : 30 000 € ;
- Lot n°2 : 70 000 € ;
- Lot n°3 : 70 000 € ;
- Lot n°4 : 20 000 € ;
- Lot n°5 : 20 000 € ;
- Lot n°6 : 20 000 € ;
- Lot n°7 : 30 000 € ;
- Lot n°8 : 20 000 € ;
- Lot n°9 : 20 000 €.

Ces montants maximums correspondent à la durée de l'accord-cadre.

Les prestations pouvant être commandées sont définies au CCTP. **Chaque lot est mono-attributaire**.

1.4 - Modifications au marché public et marchés similaires

Le CHU de Rouen se réserve expressément la faculté de réaliser des modifications au marché public (articles R2194-1 à R 2194-10 du Code de la commande publique) et/ou des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables au sens de l'article R2122-7 du Code de la commande publique.

1.5 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI. Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

1.6 - Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

Il est fait application de l'article 5.2 du CCAG PI.

ARTICLE 2 - DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

2.1 - Durée du marché public

Le marché public est conclu pour une période initiale d'un an à partir de la date de notification du marché public au titulaire.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, la date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification. Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique. A défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, la date de notification intervient à l'issue de ce délai.

Le marché public peut ensuite être reconduit 3 fois par période successive de 1 an et pour une durée de validité maximale de 4 ans. Cette reconduction est tacite (ceci signifie que le silence gardé par le CHU de Rouen reconduit automatiquement le marché public).

Dans ce cadre, le titulaire du marché public ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique. En revanche, le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché public, et ceci sans indemnités pour le titulaire.

La décision de non reconduction sera expressément notifiée sous préavis de 15 jours par lettre recommandée avec accusé de réception ou télécopie avant la fin de la période en cours.

2.2 - Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont indiqués dans le cadre de réponse technique du titulaire ou sont définis par les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine dans chacun des bons de commandes.

Le titulaire est engagé contractuellement par ces délais.

Les délais d'exécution ou de livraison commencent à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

3.1 - Obligations d'information au cours de l'exécution des prestations

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard de l'acheteur. À ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Au cours de l'exécution des prestations, le titulaire s'engage :

- A soumettre au préalable au CHU Rouen Normandie, pour validation, tout document qui engage ce dernier ;
- A prendre en compte toutes les demandes de précisions ou de corrections demandées après transmission de la consultation juridique ;
- A informer régulièrement le CHU Rouen Normandie de l'avancement des prestations ;
- A être disponible et rapide en cas d'urgence ;
- A informer régulièrement le CHU Rouen Normandie des difficultés qu'il pourrait rencontrer dans l'accomplissement de sa mission, notamment lorsqu'elles pourraient conduire au non-respect des délais.

3.2 - Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux des établissements du GHT Rouen Cœur de Seine et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation.

Par ailleurs et conformément aux **dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique**, le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe les établissements de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire aux établissements pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

3.3 - Autres obligations du titulaire

Le titulaire du marché public se doit d'informer, dans les plus brefs délais, chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine de tout changement concernant :

- Sa **raison sociale** (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son **compte de règlement bancaire ou postal**, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;

- Le **destinataire du paiement**, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. **A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation**, après réception des documents nécessaires, par certificat administratif.

ARTICLE 4 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché public, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'**Acte d'engagement (AE) du lot concerné** et son annexe :
 - Annexe n°1 : le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
2. Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)**, commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 : liste des établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine et informations relatives au paiement ;
 - Annexe n°2 : fiche pratique – déposer une facture sur le portail CHORUS PRO ;
3. Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)**, commun à tous les lots ;
4. Le **Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI)** - (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
5. Le **cadre de réponse technique par lot** du titulaire accompagné des différents justificatifs demandés (CV...) ;
6. **Les avenants le cas échéant** ;
7. **Les actes de sous-traitance le cas échéant**.

Le marché public s'exécute par les pièces désignées ci-dessus et les bons de commande émis par les établissements membres du GHT Rouen Cœur de Seine.

ARTICLE 5 – CONDITIONS DE COMMANDE

5.1 - Demande de devis et émission des commandes

Conformément aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, les bons de commandes sont émis par l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, au fur et à mesure de leurs besoins.

Avant d'émettre un bon de commande, l'établissement membre sollicitera par email le titulaire afin que ce dernier puisse **établir un devis**. Il appartiendra à l'établissement membre de décrire de façon sommaire la mission et au titulaire, en conséquence, de mentionner :

- Le nombre d'heures évaluées pour la mise en œuvre des prestations correspondants à la mission,
- Le délai d'exécution global,
- Le nom du consultant qui interviendra ainsi que sa qualification.

Après admission du devis et conformément à l'article 3.1.1 du CCAG-FCS, la notification des bons de commande est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut-être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché public ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

Dès réception du bon de commande, le titulaire doit réaliser l'ensemble des prestations demandées.

Chaque bon de commande précise :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence du marché public ;
- La nature et la quantité des prestations à réaliser, en référence au BPU pour le lot concerné ;
- La date ou le délai d'exécution ;
- Le / les lieux d'exécution des prestations ;
- Les prix unitaires ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Le cas échéant, les délais laissés au titulaire pour formuler ses observations.

Seuls sont valables les bons de commande signés par le représentant de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

L'émission des bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché public. Leur durée d'exécution est fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du marché public. L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine ne peut cependant retenir une date d'émission et une durée d'exécution de ces bons de commande telles que l'exécution du marché public se prolonge au-delà de la date limite de validité du marché public dans des conditions qui méconnaissent l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché public, l'exécution de la totalité des prestations définies, suivant les commandes faites au fur et à mesure de ses besoins. **Néanmoins, chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine se réserve la possibilité de recourir à un cabinet ou une étude tiers en cas d'urgence ou pour une questions spécifique dans la limite d'un montant de 10 000 € HT par lot, pour toute la durée de validité du marché.**

5.2 - Modification d'un bon de commande

En cas de modification du contenu d'un bon de commande, **un rectificatif est notifié au titulaire.** Si en cours d'exécution il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter se traduit par un échange écrit qui sera annexé au bon de commande concerné.

5.3 - Annulation d'un bon de commande

L'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine peut, à tout moment, **pour motif d'intérêt général**, annuler un bon de commande. Si le bon de commande est en cours d'exécution, le titulaire est rémunéré, après constat contradictoire et état des lieux, des prestations effectuées, à l'exclusion de toute autre indemnisation.

ARTICLE 6 - PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application du CCAG PI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

6.1 - Etendue de la cession

Le titulaire cède, à titre exclusif, à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, le droit de représentation et de reproduction, tels que définis par les articles L122-2 et L122-3 du Code de la propriété intellectuelle, de tout ou partie des documents réalisés dans le cadre du présent marché public, ci-après dénommés « les documents », sur tout support actuel ou futur (incluant notamment les supports papiers, électroniques, informatiques, numériques, vidéographiques, magnétiques, photographiques...) et par tout procédé actuel ou futur de communication au public (incluant notamment télévisuel, Internet, vidéographique, cinématographique, exposition...).

Par « documents », on désigne notamment :

- Les prestations listées au CCTP ;
- Tout autre élément protégé par le droit d'auteur réalisé dans le cadre du présent marché public.

Le titulaire cède également les droits de modification et d'adaptation de tout ou partie des documents en vue de leur intégration éventuelle à une œuvre collective ou composite, sous réserve du respect du droit moral du titulaire.

La cession est consentie pour le monde entier et pour la durée de la propriété littéraire et artistique, régie par les lois françaises et étrangères et par les conventions internationales, actuelles ou futures, y compris les prolongations éventuelles qui pourraient être apportées à cette durée.

6.2 - Exploitations

La présente cession est consentie notamment pour les exploitations suivantes :

- L'archivage ;
- La consultation par toute personne et le prêt de tout ou partie des documents pour les besoins de la recherche, de la documentation, pour la représentation par projection à but documentaire ou pédagogique, pour l'exploitation promotionnelle, pour les expositions ouvertes au public ;
- La reproduction et la représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents sur les bases de données et les sites intranet et internet édités ou coédités par l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et/ou de ses partenaires ;
- La reproduction de tout ou partie des documents dans les programmes destinés au public, les dossiers, brochures, dépliants, cartes postales promotionnelles, cartes de tous formats et sur tous supports, posters, plaquettes, prospectus, revues, diffusés gratuitement aux fins d'information du public et de promotion de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et/ou de ses partenaires ;
- La reproduction et la représentation sur tous supports destinés à la communication interne ou externe de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et/ou de ses partenaires et notamment dossiers de presse, rapports d'activité, communiqués de presse, cartes et cartons d'invitations, dossiers institutionnels et de mécénat, journaux internes, publications des nouvelles acquisitions, articles de presse écrite ou télédiffusés, newsletters, campagnes d'emailing ainsi que toute autre utilisation d'information et de communication organisée ou co-organisée par l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et/ou par ses partenaires y compris dans toute salle réunissant du public (auditoriums, salles d'exposition, espaces de bureaux, ateliers hors les murs...) ;

- La reproduction, notamment dans l'enceinte et autour des locaux de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et/ou de ses partenaires, sur tous supports d'affichage mural, publicitaire ou autre, et dans tous formats, aux fins d'information du public et de promotion des activités de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine et/ou de ses partenaires ;
- La reproduction à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents sur tous supports et selon tous procédés et notamment par imprimerie, photographie, audiovisuelle, numérisation, stockage sous forme de fichier informatique dans une mémoire électronique ;
- La représentation, à titre principal ou accessoire, de tout ou partie des documents, dans le cadre d'expositions, conférences, colloques, séminaires, projections, formations, cours ou ateliers, pouvant faire l'objet de captation, tenus au sein de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine ou des locaux de ses partenaires, et notamment au sein d'auditoriums, salles d'exposition ou espaces de bureaux ;
- Le droit de reproduire, ensemble ou séparément, les documents en vue de leur diffusion dans le monde entier sous toutes formes d'édition : ordinaire, de luxe (à tirage limité ou non), fac-similaire, de demi-luxe, reliée, populaire, de poche (dite aussi de grande diffusion), en clubs, scolaire, critique ou dans une anthologie ;
- La représentation par voie de projection publique, télédiffusion, de montage en audiovisuel, de film, de vidéo produit et d'émission de télévision, onde, câble, fils, satellite à des fins de recherche ou de pédagogie ainsi que dans les éditions vidéographiques et cinématographiques ;
- Le droit d'établir ou de faire établir en tel nombre qu'il plaira, autant d'exemplaires doubles ou copies, par photocopie, microfiche ou microfilm ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir, qu'il soit électronique, informatique, analogique, magnétique ou numérique, à partir de reproductions ou d'enregistrements visés ci-dessus ;
- Toute autre exploitation destinée aux besoins propres de l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, dans le cadre de ses activités et missions.

Il est convenu que l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine pourra non seulement exploiter lui-même les documents mais pourra également consentir des autorisations ou des cessions à des tiers **dans la limite des droits d'exploitation qui lui ont été cédés dans le cadre du présent marché public.**

6.3 - Garantie

Le titulaire garantit à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine une jouissance paisible des droits cédés sur les documents.

Il garantit notamment l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine contre toute réclamation, revendication, recours ou action de toute personne quelle qu'elle soit.

6.4 - Rémunération

La présente cession est consentie gracieusement par le titulaire à l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, le titulaire déclarant en être désintéressé au regard de la rémunération qu'il perçoit en contrepartie de ses prestations réalisées dans le cadre du présent marché public.

ARTICLE 7 – MESURES D’ORDRE ENVIRONNEMENTALE

Concernant les obligations en matière de protection de l’environnement, le titulaire est tenu de respecter les conditions d’exécutions minimum suivantes :

7.1 - Modalités de transmission des pièces

Dans une démarche environnementale, le GHT Rouen Cœur de Seine privilégie la dématérialisation. **À ce titre, en matière de conseil, les notes, analyses juridiques et autres documents seront communiqués aux établissements uniquement par email.**

Aussi, le CHU Rouen Normandie (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) invite le titulaire à optimiser le poids des documents produits et de privilégier l’usage de serveurs partagés plutôt que l’envoi de plusieurs versions successives par mails.

Par exception, des pièces pourront être transmises par voie postale soit compte tenu de leur format, soit à la suite d’une demande de toute personne légitime.

7.2 - Optimisation des ressources

Dans ce cadre et lors de l’exécution des prestations, **le titulaire optimise les documents produits s'ils doivent être amenés à être imprimés.**

À cet effet, le titulaire privilégie :

- L’impression en noir et blanc plutôt qu'en couleur ;
- L’optimisation de la mise en page pour réduire les espaces et donc le nombre de pages ;
- L’impression recto/verso ;
- La diffusion ciblée des informations ;
- L’utilisation du papier au format A4 ou au format A3 ;
- S’assure de l’utilisation de papier recyclé et/ou de papier avec écolabel ou équivalent.

7.3 - Déplacements

La Métropole Rouen Normandie a fait le choix de mettre en place sur une partie de son territoire une **zone à faibles émissions** (ZFE).

Dès lors, les déplacements professionnels liés à l’exécution des prestations devront en tenir compte.

Le titulaire privilégiera l’utilisation des transports en commun ou de transports peu ou non polluants pour le déplacement des intervenants (train, tram, bus, vélos, co-voiturage, etc.).

ARTICLE 8 – OPERATIONS DE VERIFICATION

Les dispositions des articles 28 et 29 du CCAG-PI sont applicables.

ARTICLE 9 - RESPONSABILITE

9.1 - Garantie

Il est fait application de l'article 30 du CCAG-PI.

9.2 - Accès – Consignes

Le titulaire s'engage à faire respecter par ses intervenants toutes les règles d'accès imposées par chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine.

Le titulaire est seul responsable des retards occasionnés par l'inobservation de ces règles. Aucune indemnisation du temps perdu ne pourra être réclamée à ce titre par le titulaire.

9.3 - Assurances

Avant tout commencement d'exécution, puis annuellement, le titulaire justifie qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché public.

ARTICLE 10 – DETERMINATION DU PRIX

10.1 - Contenu des prix

Le marché public est traité à prix unitaires.

Ces prix unitaires figurent au bordereau de prix unitaires (BPU) en annexe n°1 à l'Acte d'engagement.

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres comprenant également les frais de secrétariat (photocopies, rédaction et transmission de documents notamment), frais de correspondance, frais téléphonique, frais de recherche, les frais de déplacements nécessaires et inhérents à la conduite de la prestation ainsi que les réunions de travail et de restitution des travaux, et tous autres frais et charges, notamment les frais de personnels, les frais de transport, hébergement et restauration et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

10.2 - Clause de révision des prix

Les prix unitaires sont révisibles annuellement à chaque anniversaire du marché public par ajustement au prix du présent marché public.

- Pour tous les lots hormis le lot 9, les prix sont révisibles annuellement dans les conditions fixées ci-dessous, **sur la base de l'index CPF 69.10 « services de conseil et représentation juridique » Base 2015 publiée par l'INSEE (Identifiant 010766581) désigné par I dans la formule suivante :**

$P_{n+1} = P_n (0.50 + 0.5(I_{m1}/I_{mo}))$, m1 étant le mois du dernier indice connu à date de révision de prix et mo, mois du dépôt des offres.

- Pour le lot 9, les prestations tarifées sont révisées dans les conditions du présent article conformément à la réglementation qui lui est applicable, à savoir le **décret n° 2016-230 du 26 février 2016 relatif aux tarifs de certains professionnels du droit et au fonds interprofessionnel de l'accès au droit et à la justice.**

Dans la mesure où le titulaire souhaiterait réviser les prix du marché public, il lui appartient de faire connaître ses nouvelles propositions 2 mois avant chaque date anniversaire du marché public, sans aucune intervention du service acheteur. **Dans**

le cas d'une hausse supérieure à 2 %, le CHU de Rouen pourra limiter de plein droit cette augmentation sans que le titulaire ne puisse s'y opposer ou résilier le marché public ou ne pas le reconduire sans que le titulaire ne puisse lui opposer de recours.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date d'anniversaire et ne feront pas l'objet d'avenant.

Le CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) se réserve le droit de solliciter l'avis de la DIRRECTE de Normandie.

ARTICLE 11 - PAIEMENT ET ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

11.1 - Modalités de règlement du titulaire

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-PI, à l'issue de l'admission de chaque prestation, le titulaire présente une facture correspondant aux prestations exécutées.

Chaque facture doit correspondre à un bon de commande.

11.2 - Dépôt de la facture électronique

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le **dépôt de la facture électronique est obligatoire**, à compter du 1er janvier 2020, pour toutes les entreprises. La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine concerné rejettera la facture transmise.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Pour vous aider :

- En annexe une fiche pratique pour saisir une facture sur le portail Chorus PRO (annexe n°2 au CCAP)
- un lien internet : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/documentation/fiches-pratiques/>

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé par une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro d'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ;

- La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- Le prix unitaire hors taxes (HT) des produits livrés ;
- Le montant total hors taxes (HT) et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service sera exigé : **le code service chorus est DAHLIB et le numéro SIRET est le 267 601 680 000 15 pour le CHU Rouen Normandie**. Pour les autres établissements, les codes services sont mentionnés à l'annexe n°1 du CCAP.

11.3 - Conditions de règlement

11.3.1 - Mode et délai de paiement

Le paiement se fera par virement bancaire. L'exécution financière du marché relève de la compétence de chaque établissement partie au GHT. Ainsi, le présent marché public est financé sur le budget propre de chaque établissement.

Le paiement s'effectuera, conformément à l'article R2192-11 du Code de la commande publique, dans le délai global maximum fixé à 50 jours.

Le défaut de mise en paiement dans le délai légal fait courir de plein droit des intérêts de retard à partir du jour suivant l'expiration de ce délai et jusqu'à la date de mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur de la BCE, majoré de 8 points à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir.

11.3.2 - Avance

Lorsque le montant du bon de commande dépasse le seuil de 50 000 euros HT, une avance est accordée au titulaire du marché public, dans les conditions déterminées aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-PI, le montant de l'avance est fixé comme suit :

- Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ;
- Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut faire l'objet d'une clause de variation de prix.

Le titulaire indique à l'acte d'engagement s'il renonce au paiement de l'avance.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique.

11.3.4 - Comptable

Le comptable assignataire chargé du paiement de chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine est mentionné à l'annexe n°1 du CCAP.

11.3.5 - Changement de taxes

Il sera tenu compte au titulaire ou à chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution du marché public.

11.3.6 - Nantissement

Le titulaire pourra donner son contrat en nantissement. En ce cas, la Directrice Générale du CHU de Rouen (établissement support du GHT Rouen Cœur de Seine) est habilitée à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention « d'exemplaire unique » sur le marché public à nantir (conformément aux articles R2191-46 à R.2191-62 du Code de la commande publique).

11.3.7 - Retenue de garantie

Il ne sera pas prélevé de retenue de garantie.

ARTICLE 12 - PENALITES DE RETARD

Les pénalités stipulées dans le présent marché seront soit déduites de la facture suivant la constitution du retard, soit récupérées par l'émission d'un titre de recette, sans notification auprès du titulaire et dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, dans le cas où le titulaire dépasse le délai d'exécution des prestations pour lequel il est engagé, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées au moyen de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{100} \text{ dans laquelle :}$$

P = Le montant de la pénalité ;

V = La valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ;

Et R = Le nombre de jours en retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues, quel que soit leur montant. Les pénalités de retard sont cumulables.

ARTICLE 13 - EXECUTION PAR DEFAULT

En cas de refus du titulaire de réaliser une prestation dans le cadre du marché, pour des raisons d'indisponibilité, tant en matériel qu'en personnel, **chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine se réserve le droit de faire exécuter l'opération par une autre entreprise qu'elle aura librement choisie aux frais et risques du titulaire.** De même, en cas de non-respect des obligations du présent CCAP, chaque établissement membre du GHT Rouen Cœur de Seine, après une simple mise en demeure administrativement notifiée, se réserve le droit de faire appel à un autre prestataire, aux frais, risques et périls du titulaire du présent marché.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, l'application des frais et risques n'emporte pas obligatoirement résiliation du présent marché. Le pouvoir adjudicateur pouvant résilier le marché pour faute ou le maintenir avec application des frais et risques.

ARTICLE 14 - RESILIATION

Les clauses de résiliation prévues par les articles 36 à 42 du CCAG-PI (Chapitre 7) sont applicables au présent marché public.

ARTICLE 15 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la Loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix libellé en euro restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors Taxe à la Valeur Ajoutée (TVA) et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Par ailleurs, le titulaire étranger indique sur la facture :

- Le pays d'origine des marchandises ;
- Le code de nomenclature douanière ;
- Le n° de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- Le poids des marchandises livrées ;
- Le mode de transport des marchandises (par route, air, mer, chemin de fer).

Au sujet de la résiliation, sera notamment considérée comme cas de force majeure aux termes de l'article 38.1 du CCAG-PI, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel. Aussi et en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le gouvernement français, les dispositions de l'article 38.1 du CCAG-PI sont applicables.

ARTICLE 16 - COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

16.1 - Résolution amiable

Tout litige susceptible de s'élever entre le CHU Rouen Normandie et le titulaire du marché public à propos de l'interprétation et de l'exécution du présent marché public fera l'objet d'une tentative de règlement amiable, dans les conditions prévues à l'article R2197-1 à R2197-2 du Code la commande publique.

Signataire de la charte RFAR (Relation Fournisseur et Achats Responsables), le CHU de Rouen a désigné l'interlocuteur suivant afin de favoriser l'écoute des entreprises à tous moments des projets achats.

- Madame Dominique Durand, dominique.durand@chu-rouen.fr – médiateur interne

Le rôle du médiateur interne est de faciliter et de promouvoir le dialogue, de prévenir et de purger les éventuels conflits fournisseurs. En cas de conflit vous pouvez donc saisir ce médiateur afin de trouver une solution amiable.

Dans le cas où un lanceur d'alerte souhaite alerter le médiateur de certaines pratiques allant à l'encontre des engagements présents au sein de la Charte RFAR, le CHU Rouen Normandie s'engage à préserver son anonymat. Toute saisine considérée comme abusive ou infondée par le médiateur sera déclarée sans suite.

Attention : pour tout litige relatif à la facturation, merci de ne pas saisir le médiateur. Toute demande en ce sens ne sera pas prise en compte.

16.2 - Résolution contentieuse - Compétence juridictionnelle

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, les parties saisiront le Tribunal administratif de Rouen, seul compétent pour connaître des recours contentieux relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché public.

ARTICLE 17 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Il est dérogé au CCAG-PI pour les articles suivants :

CCAP	CCAG-PI
Article 5	Article 4.1
Article 12.1	Article 11
Article 13	Articles 14.1 et 14.1.3
Article 14	Article 27.1